

MARCHE DES ÉTUDIANTS À ORAN

Brutalité policière et colère des protestataires

Des scènes d'interpellations (plus de 6) et de brutalité policière contre les protestataires ont émaillé la marche pourtant pacifique des étudiants de l'Ecole d'architecture de l'USTO, à la périphérie d'Oran, hier matin.

Alors que les étudiants en architecture du système classique sont en grève depuis près de deux mois, les dernières mesures du ministère de l'Enseignement supérieur les concernant ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase à Oran.

Et pour cause, c'est en apprenant que selon un futur décret à promulguer, les étudiants en architecture du système classique dans les universités ne pourront pas obtenir de diplôme d'ingénieur d'Etat — celui-ci étant uniquement attribué aux étudiants des grandes écoles —, les étudiants de l'USTO ont décidé de sortir dans la rue. C'est spontanément qu'une centaine d'étudiants de l'Ecole d'architecture ont organisé une marche, en empruntant le grand boulevard qui mène vers le rond-point de l'USTO,

où se trouvent les sièges des sociétés et des administrations. Aux slogans de «Harraoubia incompetent, Non au statut de la honte, étudiants en architecture lésés, marche pacifique...», les jeunes étudiants protestataires étaient déterminés à aller au bout de leur action avec ce souci de crier haut et fort leur sentiment d'angoisse et de frustration. Une première fois, les agents de police pris au dépourvu ont bien tenté de les dissuader de marcher, allant même jusqu'à leur demander «jusqu'où vous voulez aller !»

Mais alors que les étudiants avaient atteint le rond-point, leur progression fut stoppée par des véhicules de police. Sur ce, les jeunes s'installent à même le sol, brandissant leurs cartes d'étudiant et donnant de la voix. L'arrivée des

URS sonnera la charge. Très rapidement, des policiers, d'une manière extrêmement brutale, s'attelèrent à disperser les jeunes sans distinction entre filles et garçons. Coups de pied, coups de poing et même des insultes pleuvent sur les étudiants. Nombre d'entre eux ont été traînés sur plusieurs mètres sans aucun ménagement et jetés tout aussi brutalement dans les fourgons de police. D'autres ont reçu des coups qui les ont fait basculer sur le sol, alors que d'autres encore se protégeaient la tête. Des journalistes et des photographes présents sur les lieux ont pris des clichés et filmé les scènes, ce qui n'a pas été du goût de certains policiers en civil qui tentèrent de les empêcher de faire leur travail. Un journaliste d'*El Watan* se verra confisquer son ordre de mission qui lui sera par la suite restitué. Durant la répression des étudiants un fait choquant n'est pas passé inaperçu : un agent de police fera passer les automobi-

listes et des bus en plein milieu des étudiants qui étaient encore en partie sur la chaussée leur faisant courir le risque de se faire faucher.

D'ailleurs, une étudiante et un étudiant ont été légèrement bousculés par une voiture, provoquant crise de nerfs chez des étudiantes, ahuries face à une telle brutalité. D'autres ont été particulièrement choqués par les jurons et les insultes proférés à leur encontre.

Après plus d'une heure, il y a eu une autre tentative de marcher mais cette fois pour demander la libération de leurs camarades arrêtés. Les jeunes étudiants n'ont pas réussi à aller très loin et c'est encadrés et encerclés par les policiers qu'ils ont rejoint leur université. Nous apprendrons, par la suite, que l'ensemble des interpellés ont été libérés au moment où des membres de la LADDH étaient venus s'enquérir de la situation auprès des protestataires.

Fayçal M.

Les cancéreux d'El-Bahia protestent

Les cancéreux se trouvent dans une situation dramatique. Ils sont privés de soins depuis 15 jours sans que cela suscite de la part des responsables locaux et des gestionnaires du secteur de la santé la moindre réaction.

Les malades ont dû recourir à la protestation, mardi matin, devant la direction du CHUO pour exiger leurs séances de radiothérapie, annulées depuis plus de 15 jours du fait de la énième panne des équipements. Ces hommes et femmes ne peuvent plus supporter autant de mépris. «Les deux appareils de radiothérapie sont en panne, le premier depuis 15 jours, le second depuis une

semaine. Nous venons tous de très loin et nos séances sont reportées de semaine en semaine, sous le prétexte à chaque fois de la panne des appareils», explique, les larmes aux yeux, une femme d'El-Bayadh. Une autre de surenchérir : «Il ne me reste qu'une séance de radiothérapie, comment vais-je faire ? J'ai des enfants jeunes que j'ai laissés seuls à la maison.»

Une détresse doublée d'un sentiment d'injustice. «Dans cet hôpital, personne ne vous accorde le respect, on nous traite comme des minables, comme des chiens. Pourquoi font-ils ça ? Ils n'ont qu'à nous tuer une bonne fois pour toutes, au lieu de nous laisser ainsi mourir à petit feu...», lâche un homme excédé qui a encore 6 séances de

radiothérapie programmées. Tous ces malades sont issus de milieux défavorisés. Après deux heures d'attente, un fonctionnaire, en l'absence du DG, se montrera enfin et leur demandera de se présenter au service de radiothérapie sous prétexte que tout était rentré dans l'ordre. En fait, ce fût là un ultime mépris, car les malades qui se précipitèrent vers le service entendront un agent leur dire : «Maken walou (il n'y a rien), ça ne marche pas, c'est pas la peine d'attendre...» Le plus dramatique, c'est qu'il existe à Messerguine un centre de lutte contre le cancer où des membres de la LADDH étaient venus s'enquérir de la situation auprès des protestataires.

F. M.

APRÈS LES PROPOS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Des gardes communaux de Bouira indignés

Ils étaient des dizaines de délégués communaux et de chefs de détachement de la garde communale de la wilaya de Bouira à se rassembler, hier, dès la matinée, devant le siège de la wilaya pour exprimer leur indignation après les propos tenus par le ministre de l'Intérieur concernant leur action de protestation.

D'après leur porte-parole, Aliouat Lahlou, l'un des membres fondateurs de la garde communale au niveau de la wilaya de Bouira et chef de détachement de la garde communale d'Ath Mansour dans la daïra de M'chedallah, les réponses que le

ministre de l'Intérieur vient de rendre aux revendications des gardes communaux sont en deçà des attentes.

En outre, les propos tenus la veille qualifiant les gardes communaux protestataires d'indisciplinés ont choqué plus d'un, dira notre

interlocuteur qui ajoutera qu'au rythme où vont les choses, ce sera son départ qui sera exigé par les gardes communaux.

Notons qu'après le rassemblement observé devant le siège de la wilaya, les protestataires se sont dirigés vers le siège de la délégation de la garde communale de la wilaya sise à la cité administrative et une lettre a été remise au délégué de wilaya de la garde communale où il

est fait état du rejet des derrières mesures prises par le ministre de l'Intérieur, tout comme il est réitérée leur solidarité vis-à-vis des gardes communaux qui viennent d'être suspendus de leur travail.

A la fin, M. Aliouat dira que la protestation se poursuivra et se soldera, si les choses restent en l'état, par des actions de rue dans toutes les daïras du pays.

Y. Y.

DIRECTION DU COMMERCE DE MOSTAGANEM

Débrayage largement suivi et activités portuaires paralysées

Le collectif des fonctionnaires de la direction du contrôle des prix et de la répression des fraudes commerciales compte poursuivre le mouvement de grève jusqu'au 6 avril, selon le mot d'ordre lancé par la FNTCT.

Pour rappel, la grève a été enclenchée le 3 avril. Les fonctionnaires réclament la révision du statut particulier, un nouveau régime indemnitaire et l'octroi de la prime indemnitaire forfaitaire du revenu

commun (IFRC). Le statut actuel, promulgué en 2009, ne répond pas aux aspirations des fonctionnaires, dira le coordinateur syndical. Les inspecteurs et autres agents de la DCP affectés au contrôle de confor-

mité des produits au niveau du port de Mostaganem ont paralysé leurs activités, puisqu'aucune autorisation d'admission de produits n'a été délivrée, sauf pour les céréales, la poudre de lait et les produits dangereux. Ces fonctionnaires ont refusé d'assurer le service minimum, malgré les risques liés aux denrées périssables et le mécontentement des importateurs. Dans le chef-lieu

de wilaya, la grève est largement suivie. Selon la plateforme du collectif syndical, ce débrayage intervient en réponse à la sourde oreille que fait la direction générale. Le syndicat de la DCP de wilaya lance un appel aux pourparlers avec le ministère du Commerce pour que les travailleurs recouvrent leurs droits légitimes les plus élémentaires.

A. B.

LOGEMENTS SOCIAUX À BLIDA

Les non-bénéficiaires de Boufarik en colère

Des dizaines de citoyens de Boufarik, qui observent un sit-in depuis trois jours devant le siège de la daïra, exigent l'annulation pure et simple de la liste d'attribution des 62 logements sociaux à Boufarik, récemment affichée.

Ils menacent de squatter les logements au cas où leurs noms n'y figureraient pas d'autant, disent-ils, que des citoyens non originaires de

Boufarik en ont bénéficié. Ils demandent ainsi que soit appliqué l'avantage de l'ancienneté dans le dépôt de dossier car, précisent-ils, les bénéfi-

ciaires actuels sont pour la plupart ceux qui occupent actuellement les écoles depuis les années 1990. A noter que les protestataires ont tenté d'agresser, lundi dernier, le P/APC de Boufarik et n'était l'intervention des forces de sécurité, la situation aurait tourné au drame.

M. B.

TLEMCCEN

Les accidents de la circulation font 3 morts en une semaine à Remchi

Le bilan des accidents de la circulation s'alourdit de jour en jour. Tout le monde a peur de prendre la route. Dans la petite bourgade de Sidi Beddiaf, dans la daïra de Remchi, deux jeunes âgés de 26 et 32 ans qui roulaient à bord d'une mobylette ont été fauchés par un véhicule qui venait d'effectuer un dépassement dangereux. Les deux malheureuses victimes ont rendu l'âme sur les lieux.

Ce drame vient s'ajouter à celui qui a coûté la vie à un adolescent sur ce même tronçon routier. Selon les statistiques, l'axe routier Tlemcen-Maghnia-Remchi détient le triste record des accidents mortels de la circulation. En revanche, on note une sensible baisse d'accidents sur le tronçon Tlemcen-Oran depuis la mise en service de l'autoroute.

Grogne des marins pêcheurs de Ghazaouet

Les gens de la mer ont entamé une grève d'une semaine au port de pêche de Ghazaouet pour dénoncer les conditions de travail devenues insoutenables. Dans un communiqué, les travailleurs du port dénoncent «la gestion chaotique des espaces portuaires qui sont liés aux activités de la pêche», le problème de maintenance, l'accostage encombrant et l'insalubrité de la halle à marée.

Sur le plan social, les principales revendications concernent les indemnités des équipages en période d'inactivité, due au repos ou aux intempéries. Par ailleurs, ils tiennent à être impliqués dans le choix du nouveau port de pêche...

Les travailleurs de la DUC en grève

Les travailleurs de l'urbanisme observent une grève de 3 jours. Ils revendiquent la révision du statut particulier pour le corps technique et le régime indemnitaire ainsi que les primes de risque. La titularisation des vacataires et contractuels figure aussi dans la plateforme de revendications.

M. Zenasni